



# Assemblée générale

Distr. générale  
1<sup>er</sup> avril 2022  
Français  
Original : anglais

Soixante-seizième session  
Point 138 de l'ordre du jour

## Budget-programme de 2022

### Rapport de la Cinquième Commission

*Rapporteur* : M. Kavoy Anthony **Ashley** (Jamaïque)

#### I. Introduction

1. Les recommandations que la Cinquième Commission a déjà présentées à l'Assemblée générale au titre du point 138 de l'ordre du jour figurent dans le rapport de la Commission publié sous la cote [A/76/633](#).
2. Pendant la première partie de la reprise de la soixante-seizième session, la Cinquième Commission s'est réunie en présentiel et par visioconférence, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Elle a repris l'examen de la question à sa 12<sup>e</sup> séance, tenue en présentiel le 31 mars 2022. Les déclarations et observations faites au cours des débats tenus en présentiel sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants<sup>1</sup>.
3. Pour la poursuite de l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

#### Système de gestion de la résilience institutionnelle

Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle ([A/76/607](#))

Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/76/7/Add.37](#))

<sup>1</sup> [A/C.5/76/SR.12](#).



**Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité**

Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées concernant les chapitres 3 (Affaires politiques) et 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de 2022 ([A/76/6 \(Sect. 3\)/Add.8](#))

Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/76/7/Add.38](#))

**Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire**

Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire ([A/76/524/Add.1](#))

Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/76/7/Add.36](#))

**Examen de l'utilisation du fonds de réserve**

Rapport du Secrétaire général sur l'examen de l'utilisation du fonds de réserve ([A/70/395](#))

Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/70/7/Add.7](#))

## **II. Examen de projets de résolution**

### **A. Projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#)**

4. À la 12<sup>e</sup> séance, le 31 mars, la représentante de l'Éthiopie a présenté un projet de résolution intitulé « Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire » ([A/C.5/76/L.24](#)).

5. À la même séance, le représentant de la France, s'exprimant au nom de l'Union européenne, a demandé un vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#) et, avant le vote, a fait une déclaration pour expliquer son vote.

6. Toujours à la même séance, avant le vote, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique et la représentante de l'Argentine ont pris la parole pour expliquer leur vote.

7. À la 12<sup>e</sup> séance également, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a rejeté le projet de résolution [A/C.5/76/L.24](#) par 66 voix contre 27, avec 39 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Algérie, Angola, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Nicaragua, Ouganda, Philippines, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Sri Lanka, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Uruguay, Vanuatu.

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Qatar, Sénégal, Singapour, Soudan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Yémen, Zambie.

**B. Projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#)**

8. À sa 12<sup>e</sup> séance, le 31 mars, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Questions spéciales relatives au budget-programme de 2022 » ([A/C.5/76/L.27](#)), déposé par son président, dont les sections I et II ont fait l'objet de consultations coordonnées par le représentant du Kenya et la représentante des Philippines.

9. À la même séance, la représentante de l'Éthiopie a demandé un vote enregistré sur la section III du projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#).

10. À la même séance également, avant le vote, les représentants de la France et de l'Érythrée ont fait des déclarations pour expliquer leur vote.

11. Toujours à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté la section III du projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#) par 78 voix contre 18, avec 40 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti <sup>2</sup>, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Timor-Leste, Turquie, Uruguay, Vanuatu.

<sup>2</sup> Par la suite, la délégation djiboutienne a indiqué qu'elle avait eu l'intention de voter contre.

*Ont voté contre :*

Burkina Faso, Cameroun, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Guinée équatoriale, Gabon, Iran (République islamique d'), Kenya, Lesotho, Madagascar, Nicaragua, Ouganda, Philippines, République arabe syrienne, Somalie, Sri Lanka, Zimbabwe.

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Ghana, Inde, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Liban, Libye, Mali, Maroc, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Qatar, Sénégal, Soudan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Yémen, Zambie.

12. Après le vote, la représentante de l'Éthiopie a fait une déclaration pour expliquer son vote.

13. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.5/76/L.27](#) dans son intégralité sans le mettre aux voix (voir par. 14 ci-après).

### III. Recommandation de la Cinquième Commission

14. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Questions spéciales relatives au budget-programme de 2022

*L'Assemblée générale,*

##### I

##### Système de gestion de la résilience institutionnelle

*Rappelant* la section II de sa résolution 64/260 du 29 mars 2010, la section I de sa résolution 66/247 du 24 décembre 2011, les sections II et IV de sa résolution 67/254 A du 12 avril 2013, la section III de sa résolution 68/247 B du 9 avril 2014, la section II de sa résolution 70/248 B du 1<sup>er</sup> avril 2016 et la section I de sa résolution 73/279 B du 15 avril 2019,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle<sup>1</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;
2. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ;
3. *Se félicite* des effets positifs découlant de la mise en œuvre, par le Secrétaire général, du système de gestion de la résilience institutionnelle et des progrès réalisés à cet égard au fil des ans, qui ont contribué à apporter une réponse efficace face à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), et demande donc au Secrétaire général d'améliorer en permanence le système de gestion de la résilience institutionnelle ;
4. *Réaffirme* l'importance de favoriser la souplesse et la résilience du personnel et, à cet égard, prie le Secrétaire général de continuer d'intensifier ses efforts pour améliorer la sûreté, la sécurité et le bien-être, y compris la santé physique et mentale, de l'ensemble du personnel des Nations Unies dans tous les lieux d'affectation, notamment au Siège, dans les commissions régionales et dans les missions, grâce à la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle ;
5. *Rappelle* le paragraphe 22 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de fournir une liste exhaustive de tous les mécanismes de coordination en rapport avec le système de gestion de la résilience institutionnelle auxquels le Secrétariat est partie dans le prochain rapport d'étape sur la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle ;
6. *Rappelle également* les paragraphes 14 et 15 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'étape sur la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle comprenant, en annexe, des informations détaillées sur la réponse apportée par l'Organisation à la

<sup>1</sup> A/76/607.

<sup>2</sup> A/76/7/Add.37.

pandémie de COVID-19, pour examen au plus tard durant la première partie de la reprise de sa soixante-dix-neuvième session ;

## II

### **Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité : missions politiques spéciales – Groupe thématique III (bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions) – Mission d'appui des Nations Unies en Libye**

*Rappelant* sa résolution [76/245](#), la section X de sa résolution [76/246](#), et ses résolutions [76/247](#) A à C, du 24 décembre 2021,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>3</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif<sup>4</sup>,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;
2. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif a formulées dans son rapport ;
3. *Prend note* du paragraphe 25 du rapport du Comité consultatif et décide de créer les emplois suivants : 1 emploi de fonctionnaire d'administration (hors classe) (P-5), 1 d'ingénieur(e) (P-4), 1 de spécialiste des achats (P-4), 4 d'agent(e) de protection rapprochée (SM), 3 d'assistant(e) (sécurité sur le terrain) (AL), 3 d'opérateur(trice) radio (sécurité) (AL), 1 d'agent(e) de sécurité (locaux) (SM) ;
4. *Décide* de créer un emploi d'assistant(e) (sécurité des opérations) (AL) ;
5. *Souligne* le travail important accompli par le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et la nécessité de disposer d'un niveau de sécurité et d'un soutien opérationnel adéquats, et encourage le Secrétaire général à prendre toutes les mesures nécessaires en conséquence ;
6. *Rappelle* le paragraphe 29 du rapport du Comité consultatif, déplore le nombre élevé de postes vacants de longue date, prie le Secrétaire général de veiller à ce que ces postes soient pourvus rapidement et le prie également de passer en revue les postes et emplois de temporaire qui sont vacants depuis 24 mois ou plus et de proposer, dans le prochain projet de budget, soit leur maintien, sur justification de leur utilité, soit leur suppression ;
7. *Prend note* du paragraphe 31 du rapport du Comité consultatif et décide de réduire les dépenses de fonctionnement de 2 292 300 dollars des États-Unis sans préjudice des projets de construction et de rénovation ;
8. *Prend note également* du paragraphe 33 du rapport du Comité consultatif ;
9. *Autorise* le Secrétaire général à engager des dépenses, avec mise en recouvrement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, d'un montant maximum de 17 945 500 dollars pour la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2022, et le prie de lui fournir lors de l'examen du projet de budget-programme pour 2023 des informations actualisées sur les engagements qu'il aura contractés, et de lui rendre compte du montant définitif des dépenses pendant la partie principale de sa soixante-dix-huitième session, dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2022 ;

<sup>3</sup> [A/76/6\(Sect.3\)/Add.8.](#)

<sup>4</sup> [A/76/7/Add.38.](#)

### III

#### **Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire**

*Rappelant* sa résolution 76/245, la section IX de sa résolution 76/246, et ses résolutions 76/247 A à C,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>5</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif<sup>6</sup>,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif a formulées dans son rapport ;
3. *Ouvre* des crédits supplémentaires d'un montant de 2 232 600 dollars à imputer sur le fonds de réserve, à savoir 34 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 2 197 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2022 ;
4. *Ouvre également* des crédits d'un montant de 166 100 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de 2022, compensés par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

---

<sup>5</sup> A/76/524/Add.1.

<sup>6</sup> A/76/7/Add.36.